



PROJET DE MARCHÉ

LOT 2 – FOURNITURE ET INSTALLATION DE MODULAIRES

N°B25-05958

POUR UNE BASE VIE COMPAGNONS

**Marché sensible**

**ENTRE :**

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par ..., agissant en qualité de ...,

ci-après dénommé « **CEA** »

d'une part,

**ET :**

La société ..., au capital de ... euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ..., sous le numéro ..., ayant son siège social ..., et dont l'entité... située ... exécutera les prestations, représentée par ..., agissant en qualité de ...,

ci-après dénommée « **Le Titulaire** »

d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET .....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIÉ .....	3
ARTICLE 4 - PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ .....	4
ARTICLE 5 - DURÉE - DÉLAIS .....	4
ARTICLE 6 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION.....	4
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....	6
ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION .....	6
ARTICLE 9 - CORRESPONDANTS.....	8
ARTICLE 10 - SUIVI DES PRESTATIONS .....	8
ARTICLE 11 - REMISE DES LIVRABLES DOCUMENTAIRES .....	9
ARTICLE 12 - RECETTE USINE .....	10
ARTICLE 13 - LIVRAISON .....	10
ARTICLE 14 - MONTAGE, CONTRÔLES TECHNIQUES, ESSAI SUR SITE.....	11
ARTICLE 15 - RÉCEPTIONS.....	12
ARTICLE 16 - GARANTIE .....	12
ARTICLE 17 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES .....	13
ARTICLE 18 - ÉCHÉANCIER DE FACTURATION.....	15
ARTICLE 19 - CONDITIONS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT .....	15
ARTICLE 20 - PÉNALITÉS .....	16
ARTICLE 21 - SOUS-TRAITANCE .....	16
ARTICLE 22 - PROTECTION DU SECRET – MARCHÉ SENSIBLE .....	17
ANNEXE 1 - DECOMPOSITION DES PRIX .....	19
ANNEXE 2 - PROCES VERBAL DE RECEPTION .....	20

**ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent marché (ci-après dénommé Marché) a pour objet de confier au Titulaire, la fourniture et la pose de modules préfabriqués pour la construction d'une base vie des Compagnons dans le cadre des accords-cadres travaux, ci-après désignés collectivement les Equipements, et individuellement l'Equipement, pour les besoins du CEA Le Ripault.

**ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), avec faisant partie intégrante :
  - le cahier des charges référence DR 260 (ci-après dénommé le Cahier des Charges) dans sa version en vigueur, ses annexes et ses documents applicables,
- l'instruction SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 23 mars 2023 fixant les dispositions applicables aux titulaires des marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte (DR) – déclinaison en règles de sécurité informatique »,
- l'instruction SYM S0201 SPP INQ 09000860 A du 21/12/2009 fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM, complétée par la procédure d'intervention des entreprises extérieures « maîtrise des risques d'interférences » référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 399 D,
- le protocole « Collège des entreprises extérieures intervenant sur le centre du Ripault et au TER » référence SYM D010 YES PRT Q16 01 083 A,
- le règlement intérieur applicable sur le centre Le Ripault, référence SYM D000Y YLR DIR Q19 01 000,
- les Conditions générales d'achat (CGA) de janvier 2022 (téléchargeables sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée ... en date du ....

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent Marché ou au dossier de consultation sont consultables sur demande au CEA. Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont opposables quelle qu'en soit la forme.

**ARTICLE 3 - PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIÉ**

Le Titulaire du Marché, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, indique au CEA à la notification du Marché qu'il est à jour de ses obligations, à savoir l'établissement et la publication de son BEGES sur le site de l'ADEME (<https://bilans.ges.ademe.fr/>). Si le Titulaire n'est pas

à jour de son obligation d'établir un BEGES, ce dernier dispose d'une période de six (6) mois maximum à compter de la date de notification du Marché pour régulariser sa situation et en informer le CEA.

#### **ARTICLE 4 - PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ**

Les prestations attendues au titre du présent Marché sont :

- La fourniture, le transport et l'installation sur site d'une structure modulaire, y compris levage, calage et réglages éventuels,
- La fourniture des plans de l'extension modulaire, des notes de calculs et descentes de charges associées.

#### **ARTICLE 5 - DURÉE - DÉLAIS**

##### **5.1 Durée**

La durée du présent Marché est fixée pour une période de ... à compter de la date de la réunion de lancement du Marché.

##### **5.2 Délais d'exécution**

T0 étant la date de la réunion de lancement du présent Marché, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

Fourniture des plans, notes de calculs et descentes de charges associées	T0 + ... semaines
Approvisionnements principaux	T0 + ... semaines
Livraison de l'Equipeement	T0 + ... semaines
Installation de l'Equipeement	T0 + ... semaines
Réception de l'Equipeement	T0 + ... semaines

#### **ARTICLE 6 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION**

##### **6.1 Conformité aux normes**

L'Equipeement doit être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et dans l'Union Européenne, notamment au niveau sécurité électrique. Il doit présenter une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il doit être en tout point conforme aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément de l'Equipeement doit être accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Sont également joints, les certificats de conformité et toute attestation spécifique ou réglementaire relatifs à l'Equipeement ou élément de l'Equipeement.

## 6.2 Mesures relatives à l'exécution des prestations

Le Titulaire doit posséder les qualifications et les autorisations nécessaires relatives à l'exécution du Marché. Les moyens et équipements utilisés pour l'exécution du Marché doivent être conformes à la législation en vigueur. Il doit détenir les agréments obligatoires nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Dans ces conditions, le Titulaire doit fournir au CEA Le Ripault, l'ensemble des documents (qualifications, autorisations, agréments) attestant de sa capacité à réaliser la prestation.

Le Titulaire est seul responsable vis-à-vis de ses fournisseurs ainsi que de son personnel. Il garantit expressément le CEA de tout recours de ce fait.

Le Titulaire ne peut élever aucune réclamation fondée sur la présence d'autres entreprises dans les locaux où il doit intervenir ; pas plus qu'il ne doit leur causer une gêne en dehors des nécessités de ses propres prestations.

## 6.3 Matériel du Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du Marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

## 6.4 Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition de moyens par le CEA sont définies à l'article 19 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis à sa disposition dans le cadre du Marché.

## 6.5 Collège des entreprises extérieures

Le CEA/Le Ripault a mis en place un collège des entreprises extérieures qui a pour mission d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité des interventions des entreprises extérieures dans le respect des principes de prévention, en application du Code du Travail et en particulier des articles L4111-1 à L4111-5 (champ d'application), article L4111-6 (disposition d'application), articles L4121-1 à L4121-5 (obligations de l'employeur), articles L4122-1 à L4122-2 (obligations des travailleurs).

**L'adhésion à ce collège est obligatoire et gratuite.**

## 6.6 Sensibilisation aux risques

Toute entreprise intervenant sur le site du CEA Le Ripault a obligation préalablement de se signaler au CAS (cadre animateur sécurité - Tél. 02.47.34.49.49) pour recevoir une sensibilisation aux risques et aux règles de sécurité.

## 6.7 Gestion des déchets

Le Titulaire doit prendre toutes mesures pour éviter des pollutions éventuelles résultant de l'exécution de ses prestations dans le cadre de ses prestations.

Il est en outre entièrement responsable de l'évacuation de ses déchets hors déchets amiantés selon la procédure en vigueur sur le site du CEA Le Ripault.

Il est rappelé au Titulaire à ce titre que tout matériau ou matériel démonté ne doit pas sortir du site du CEA, sauf accord préalable de reprise de matériel stipulé dans le Marché. Le cas échéant, les déchets contenant de l'amiante sont traités selon les dispositions prévues au Cahier des Charges.

Le Titulaire doit prendre ses dispositions pour protéger matériels et matériaux de tout vol ou dégradation.

## **ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **7.1 Obligations du Titulaire**

#### **7.1.1. Obligation de résultat**

La prestation, objet du présent Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la fourniture relative au présent Marché et respecter cette obligation de résultat.

#### **7.1.2. Obligation de conseil**

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution du Marché qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

### **7.2 Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA met à disposition du Titulaire les documents ou informations nécessaires à l'exécution du présent Marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprochent pour en définir l'incidence sur l'exécution du Marché.

## **ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION**

### **8.1 Contraintes informatiques liées à des problématiques de cyber sécurité**

Afin de respecter l'obligation réglementaire édictée par l'Instruction Interministérielle n°901 relative à la protection des systèmes d'information sensibles, le Titulaire doit impérativement s'assurer que l'Équipement répond à l'ensemble des exigences figurant dans le dossier transmis au cours de la phase des offres.

### **8.2 Connaissance des lieux et de l'environnement**

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent Marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent Marché. Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation.

### 8.3 Horaires

L'accès de l'Etablissement est libre pour les salariés CEA les jours ouvrés du lundi au vendredi, sans autorisation particulière, de **7h00 à 19h42**.

Pour les **salariés des entreprises extérieures** disposant des droits d'accès, l'accès de l'Etablissement est libre les jours ouvrés, de **7h30 à 18h30**.

En dehors de ces plages horaires, l'accès est conditionné par l'acceptation d'une demande de « travail hors cloche » ou par autorisation spécifique (astreinte).

Les jours de fermeture sont communiqués au Titulaire, à sa demande.

### 8.4 Personnel du Titulaire

#### 8.4.1. *Dispositions générales*

Le Titulaire doit se conformer aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site du CEA Le Ripault et, plus généralement, à toutes instructions qui lui sont données par le CEA. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

#### 8.4.2. *Agrément*

Le Titulaire s'engage à communiquer au CEA, 10 jours ouvrés après la notification du Marché, la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations.

Ce personnel doit être agréé par le CEA. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant de salariés en soit muni afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations dans le cadre du présent Marché.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout salarié qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

Le CEA peut s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs salariés ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait.

#### 8.4.3. *Accident du travail*

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses salariés ou d'un des salariés de ses sous-traitants autorisés pour le présent Marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire doit contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement du CEA/LR dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/LR :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

**ARTICLE 9 - CORRESPONDANTS**

Durant l'exécution des prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs sont :

<b>Pour le CEA</b>	
Au plan technique	Au plan commercial
M. Alexandre RAVAUT	Mme Mylène MÉTIER
☎ 02.47.34.46.49	☎ 02.47.34.
E-mail <a href="mailto:alexandre.ravault@cea.fr">alexandre.ravault@cea.fr</a>	E-mail <a href="mailto:mylene.metier@cea.fr">mylene.metier@cea.fr</a>

<b>Pour le Titulaire</b>	
M/Mme	M/Mme
☎	☎
E-mail	E-mail

Toutes demandes ou échanges d'information ainsi que tous documents sont impérativement adressés aux correspondants désignés.

**ARTICLE 10 - SUIVI DES PRESTATIONS****10.1 Généralités**

Le Titulaire du Marché reste seul responsable vis-à-vis du CEA Le Ripault.

Les Parties s'informent dans les plus brefs délais de la survenance de tout événement susceptible de modifier fortement les conditions d'exécution. Par conséquent, elles s'engagent à trouver une solution permettant de préserver l'intérêt respectif des Parties.

**10.2 Réunions**

Pour suivre l'exécution du Marché, les Parties tiennent des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue est déterminée d'un commun accord.

**10.2.1. *Réunion d'enclenchement***

Une réunion d'enclenchement est effectuée, après la signature du Marché par les Parties, dans les locaux du CEA, à une date à convenir entre les Parties.

Lors de cette réunion, le Titulaire doit notamment proposer un planning des échéances (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du Marché. Ce planning doit être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations.

**10.2.2. *Réunion d'avancement (si besoin)***

Pour suivre l'exécution du Marché, les Parties peuvent tenir des réunions dont la date de tenue est déterminée d'un commun accord, conformément au planning d'avancement fourni par le Titulaire et accepté par le CEA.



Toutefois, les interlocuteurs techniques peuvent se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou de l'autre Partie par échange de correspondances.

#### 10.2.3. Réunion de fin de Marché (REX) (si besoin)

A la toute fin des missions confiées au titulaire, une réunion peut être organisée pour acter de la fin des obligations nées au titre du présent Marché. Cette réunion a pour objectif de faire un point complet sur l'ensemble des missions réalisées par le Titulaire. Elle peut également être l'occasion au Titulaire de redonner les documents en sa possession qu'il doit retourner au CEA.

#### 10.2.4. Compte-rendu

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, le compte-rendu est signé par les Parties et diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

### **ARTICLE 11 - REMISE DES LIVRABLES DOCUMENTAIRES**

#### 11.1 Livrables relatifs à l'Équipement

Au titre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables documentaires mentionnés dans le CSTP.

#### 11.2 Délais de remise des livrables relatif à l'Équipement

L'attention du Titulaire est attirée sur l'importance attachée à la remise dans les délais fixés des documents techniques demandés au Cahier des Charges (plans, schémas, nomenclature, notice...), ces documents étant indispensables au suivi technique et à l'exercice des garanties.

En conséquence, tout retard dans la remise de ces documents qui conditionne la réception technique de l'Équipement entraînera l'application des pénalités prévues au présent Marché.

En outre, tout dommage résultant d'une erreur de son fait liée à l'absence des plans et documents techniques, soit à leur non mise à jour, entraîne la mise à la charge du Titulaire de tous les frais de remise en état, ainsi que le maintien de tous droits de garantie.

#### 11.3 Validation des livrables

Le Titulaire soumet les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA dispose d'un délai défini au CSTP pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prend en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications doivent également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

#### 11.4 Format et support des livrables

Conformément aux dispositions du Cahier des Charges, tous les livrables remis par le Titulaire au CEA sont réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables, transmis au CEA pour validation, sont remis en 3 exemplaires papiers et un exemplaire sous format électronique (dans une version modifiable et une version non modifiable type pdf).

Les livrables validés sont remis au CEA sous la forme d'un tirage sur support papier et d'un exemplaire sous format électronique.

#### 11.5 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA sont rendus à ce dernier à l'échéance du Marché quelle qu'en soit la raison.

### **ARTICLE 12 - RECETTE USINE**

L'Équipement fourni par le Titulaire au titre du présent Marché fait l'objet d'une recette usine pour certains matériels spécifiques. Celle-ci a pour but de constater que l'Équipement atteint les performances et/ou les caractéristiques figurant dans le Cahier des Charges.

La recette usine est effectuée par le Titulaire conformément aux prescriptions définies notamment dans le Cahier des Charges, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32 des CGA.

La recette usine ne dégage en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité de l'Équipement à l'ensemble des textes en vigueur, notamment en matière de santé et de sécurité au travail, à l'obligation de fournir les certificats correspondants et plus généralement sa responsabilité au titre des obligations contractuelles.

### **ARTICLE 13 - LIVRAISON**

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, emballage, assurance et déchargement jusqu'à la livraison de l'Équipement à l'adresse ci-dessous, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété :

CEA Le Ripault  
Réception marchandises Bât 605 8h00/12h00  
Place Raoul Dautry  
37260 MONTS

**Palettes EUR ou EPAL Uniquement**

Toute livraison dépassant les caractéristiques ci-dessous doit être acheminée par le Titulaire jusqu'au destinataire final situé à l'intérieur du centre CEA.

- Dimension des colis palettisés : Surface maxi : 80 cm x120 cm - hauteur maxi 160 cm (Palettes EUR/PAL),
- Nombre de palettes en livraison simultanée pour un même destinataire : 4,
- Poids autorisé par palette ou colis : maxi 600 kg.

Pour l'accès au bâtiment de livraison du destinataire final situé à l'intérieur du centre CEA, le Titulaire doit faire une demande d'accès dans un délai de 10 jours minimum avant le jour de ladite livraison. Pour cette

demande d'accès les nom, prénom, date et lieu de naissance du livreur seront demandés lors de la prise de rendez-vous.

### 13.1 Bon de livraison

Sur chaque colis livré, le Titulaire doit impérativement faire figurer un « bon de livraison » indiquant :

- Le numéro de commande 4600XXXXX.
- L'unité demandeuse ( ... ),
- Le destinataire final ( ... ),
- Le point de déchargement ( ... ),
- Une désignation succincte de l'Équipement.

La livraison donne lieu à la signature contradictoire d'un bon de livraison.

## **ARTICLE 14 - MONTAGE, CONTRÔLES TECHNIQUES, ESSAI SUR SITE**

### 14.1 Montage

La prestation de montage est régie par les dispositions de l'article 32.2 des CGA et est réalisée par le Titulaire sur le site du CEA Le Ripault.

Pour l'accès au bâtiment, le titulaire doit faire une demande d'accès dans un délai de 5 jours minimum avant le début des opérations de montage. Pour cette demande d'accès, les nom, prénom, date et lieu de naissance de l'opérateur sont demandés lors de la prise de rendez-vous.

Avant le début de la prestation de montage sur site, le personnel du Titulaire doit se présenter auprès du Chef d'installation afin d'obtenir son autorisation de travail sur site.

En fin de prestations, le Titulaire procède au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.

### 14.2 Contrôles techniques par un organisme agréé à la charge du CEA

Sans préjudice des contrôles internes réalisés à ses frais par le Titulaire dans le cadre des exigences du Cahier des Charges précité, le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du (des) contrôleur(s) technique(s), que le CEA lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve sur l'Équipement.

En cas de refus de délivrance de conformité par cet organisme, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une imprécision dans les documents techniques qui lui auront été fournis par le CEA.

### 14.3 Essais sur site CEA

Les essais sur site de l'Équipement sont effectués conformément aux prescriptions définies notamment par le Cahier des Charges cité à l'article 2 du présent Marché, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.

## **ARTICLE 15 - RÉCEPTIONS**

### **15.1 Réception de l'Équipement**

La réception est prononcée après livraison, pose, et acceptation par le CEA de l'Équipement et de l'ensemble des livrables documentaires établis en exécution du Marché, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

La réception emporte transfert de propriété de l'Équipement au bénéfice du CEA.

### **15.2 Réception des prestations de maintenance**

Sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations et des livrables associés, la réception des prestations de maintenance est prononcée trimestriellement conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

## **ARTICLE 16 - GARANTIE**

### **16.1 Garantie de l'Équipement**

#### *17.1.1 Durée de la garantie*

La garantie (pièces, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de douze (12) mois à compter de la date de réception, porte sur l'ensemble de l'Équipement, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exerce conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la garantie de l'Équipement est prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'a pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA du fait du Titulaire.

#### *17.1.2 Périmètre de la garantie*

La garantie couvre la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans le CSTP. La garantie s'applique également aux modifications effectuées par le Titulaire.

Au cas où le CEA apporterait sans l'autorisation du Titulaire des modifications à l'Équipement pendant la période de garantie, seules les non-conformités ou erreurs apparaissant sur une version non modifiée de l'Équipement sont garanties. De même, la garantie ne peut s'exercer en cas d'utilisation par le CEA non conforme aux instructions du Titulaire.

#### *17.1.3 Délais d'intervention et de réparation pendant la garantie*

Pendant la période de garantie de l'Équipement, le Titulaire s'engage à intervenir sur site CEA dans un délai de cinq (5) jours ouvrables faisant suite à un courriel du CEA.

Le Titulaire s'engage à un délai maximal de réparation de trois (3) jours ouvrables à compter du 1<sup>er</sup> jour de son intervention sur site.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à trouver une solution de contournement sous deux (2) jours ouvrables à compter du 1<sup>er</sup> jour de son intervention sur site

L'intervention du Titulaire comprend :

- Le diagnostic complet de la panne,
- L'échange standard ou la réparation des pièces courantes,

- La remise en conditions opérationnelles de l'Équipement suivant les spécifications initiales,
- La restauration des réglages du CEA après l'intervention,
- ...

#### 16.2 Garantie des interventions sur l'Équipement

Chaque intervention sur l'Équipement dans le cadre de la garantie et de la maintenance de celui-ci (pièces détachées, main-d'œuvre et déplacements) fait l'objet d'une garantie d'une durée de DOUZE (12) mois à compter de la date de réception de ladite intervention. Elle s'exerce conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de cette garantie est prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'a pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA du fait de cette intervention.

#### 16.3 Connaissance de l'Équipement

Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance de l'Équipement et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de 10 (dix) ans à compter de la date de réception de l'Équipement, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

### **ARTICLE 17 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

#### 17.1 Montant du Marché

Le montant total du Marché est plafonné à la somme de ...€ HT ( ... euros hors taxes).

Il se décompose comme suit :

Le montant total des prestations de la partie ferme est fixé à la somme forfaitaire et ferme de ...€ HT (...euros hors taxes).

Ce montant se décompose comme suit :

*La décomposition sera disponible lors de la notification du présent Marché et sera relative à la DPGF*

#### 17.2 Actualisation des prix

Les prix du Marché sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (soit *mois année*).

A la demande écrite du Titulaire, dans un délai maximum de 4 semaines à compter de la date de notification du marché, les prix de l'Équipement sont actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois de remise de l'offre et la date de notification du marché. L'actualisation se fait aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de notification du marché, selon les modalités visées ci-après.

Le coefficient d'actualisation C applicable pour le calcul des prix actualisés est donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \left[ 0,60 \times \left( \frac{\text{CPF32.99}}{\text{CPF32.99}_0} \right) + 0,40 \times \left( \frac{\text{ICM} - 412}{\text{ICM} - 412_0} \right) \right]$$

$$P = P_0 \times C$$

Dans laquelle :

C	coefficient de révision
P <sub>0</sub>	Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre
P	Prix actualisé
CPF32.99 <sub>0</sub>	Valeur de l'indice de « Indice de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 32.99 – Autres produits manufacturés n.c.a. » au mois de (mois de remise de l'offre) <b>Identifiant INSEE : 0010763980</b>
ICM-412 <sub>0</sub>	Valeur de l'indice « Indice des coûts des matériaux dans la construction de bâtiments (groupe 41.2) » au mois de (mois de remise de l'offre) <b>Identifiant INSEE : 011800502</b>
CPF32.99 ICM-412	Valeurs connues de ces indices trois mois avant la date de notification du Marché

### 17.3 Clause de sauvegarde

Dans le cas où le jeu de l'application de la formule de révision des prix conduirait à une augmentation supérieure à 3% l'an par rapport au prix initial, le Titulaire et le CEA peuvent mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique et de son poids réel sur le coût des prestations. Si les Parties ne trouvent pas d'accord, le CEA se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du Marché.

### 17.4 Régime fiscal

Le présent Marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à TVA.

Le Titulaire du présent Marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

**ARTICLE 18 - ÉCHÉANCIER DE FACTURATION**

Les facturations relatives à l'exécution du présent Marché sont établies de la façon suivante :

- **20 %** du montant total hors taxes du présent Marché **après acceptation par le CEA des livrables relatifs aux études d'exécution** (plans d'exécution et notes de calcul), soit ... euros hors taxes (correspondant au poste 10 de la commande SAP),
- **30 %** du montant total hors taxes du présent Marché **au titre du constat d'approvisionnement**, contre remise des justificatifs et après validation par le CEA Le Ripault, soit ... euros hors taxes (correspondant au poste 20 de la commande SAP),
- **30 %** du montant total hors taxes du présent Marché après livraison et **signature du bon de livraison**, soit ... euros hors taxes (correspondant au poste 30 de la commande SAP)
- **20 %** du montant total hors taxes du présent Marché, après installation de l'Équipement et **après signature contradictoire du procès-verbal de réception**, soit ... euros hors taxes (correspondant au poste 40 de la commande SAP).

**ARTICLE 19 - CONDITIONS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT**

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : [cea-dam-comptabilite@cea.fr](mailto:cea-dam-comptabilite@cea.fr)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : **77568501900587**,
- le code service : **CER-D**,
- la référence complète du Marché (numéro d'engagement), à savoir : *n° de commande SAP*
- l'intitulé du Marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour les factures concernées, les actualisations de prix font l'objet d'une ligne de facturation séparée clairement identifiée comportant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à l'actualisation de prix,
- le coefficient d'actualisation appliqué,
- le prix révisé.

Toute facture non conforme aux termes du Marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du Marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

## **ARTICLE 20 - PÉNALITÉS**

### **20.1 Modalités d'application des pénalités de retard et plafond**

En cas de retard du Titulaire ou en cas de non-respect par le Titulaire des délais définis par le présent Marché, des pénalités sont appliquées conformément aux dispositions de l'article 24 du chapitre 9 « Délais » des CGA aux marchés passés par le CEA (Edition janvier 2022).

Les pénalités définies dans le présent Marché sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total du Marché.

### **20.2 Pénalités pour retard d'exécution**

Si le Titulaire ne réalise pas la prestation dans les délais prévus à l'article « Délais » du présent Marché, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 1 pour mille (1/1000) du montant total HT du présent Marché par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

### **20.3 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie**

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention ou de résolution prévus à l'article « Garantie » du présent Marché, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 500 € par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

## **ARTICLE 21 - SOUS-TRAITANCE**

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Le Titulaire du Marché ne peut sous-traiter une partie des travaux qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire du Marché avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraîne la résiliation du présent Marché selon les conditions de l'article 39.2 des CGA et peut être suivi de l'expulsion du Titulaire.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire remet au CEA par lettre recommandée avec accusé de réception, un formulaire.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.



**ARTICLE 22 - PROTECTION DU SECRET – MARCHÉ SENSIBLE**

Le Marché est un marché **sensible** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

22.1 En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations ou supports protégés sensibles qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel ce marché est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan Contractuel de Sécurité (PCS), dans la mesure où un PCS est rédigé par le CEA pour le marché.

22.2 Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
  - des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
  - des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
  - de l'arrêté 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
  - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (ou « IM 900 ») sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles ;
  - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire est informé du caractère sensible du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, et notamment ceux portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du marché.

22.3 Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
  - des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
  - de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- du caractère sensible des prestations du marché et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés couverts par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

22.4 Le Titulaire s'engage à affecter aux prestations du marché à réaliser dans des locaux abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale, des personnels de sa société ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, **sauf autorisation écrite du CEA**.

Le Titulaire procédera au plus tard, trois mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquête administrative.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objets du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

22.5 Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

22.6 En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de contrats sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. À cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

22.7 Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

Fait à Monts,

Le

(en double exemplaire originaux)

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,

**ANNEXE 1 - DECOMPOSITION DES PRIX**

*Cette annexe sera disponible lors de la notification du présent Marché.*

**ANNEXE 2 - PROCES VERBAL DE RECEPTION****PROCES VERBAL DE RECEPTION**

COMMANDE N° : 4600

DEMANDE D'ACHAT N° :1680

FOURNISSEUR :

OBJET :

Je soussigné, ..... , pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la commande sus-désignée en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle ou Intermédiaire	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

☐ N'est pas prononcée.☐ Est prononcée :☐ Avec réserve(s) :- Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. <sup>(1)</sup>- Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). <sup>(1)</sup>

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de ..... à compter de ce jour.

☐ Sans réserve avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A ..... , le

Le Titulaire      Le Maître d'œuvre      Pour le CEA Le Ripault

**CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES**

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

FAIT A ..... , LE

Le Titulaire      Le Maître d'Oeuvre      Pour le CEA Le Ripault

<sup>(1)</sup> (rayer la mention inutile)

CONSTATS DES RESERVES

<u>Nature des réserves</u>	<u>Prestations à exécuter</u>

Fait à : , Le

Le Titulaire

Pour le CEA le Pilote de travaux ou de  
contrat